

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

### Une ville verte

18000 personnes ont pu découvrir et admirer la prestigieuse collection d'orchidées des serres d'Auteuil et les plus beaux spécimens des serres du Jardin des plantes de Lille lors de l'exposition florale « La ville aux Orchidées » organisée comme habituellement dans les salons de l'hôtel de ville de Dunkerque.

Pour cette huitième édition, les services municipaux de la ville de Dunkerque ont redoublé d'efforts et d'imagination, prouvant une fois encore leur savoir-faire et leur professionnalisme. Ce même professionnalisme et cette même motivation que les cent agents du service des espaces verts mettent en œuvre au quotidien dans les différents quartiers de la ville. Des parterres de fleurs, des prairies fleuries en bord de routes et des canaux, des massifs de « vivaces », etc., les espaces verts de la ville de Dunkerque ce ne sont pas moins de 8000 m<sup>2</sup> de massifs, plus de 4000 m<sup>2</sup> de gazon fleuri, et près de 7000 arbres à entretenir, sans compter les quelque 110000 plantes qui ornent la ville chaque année ! Ceci pour donner de la couleur à la ville, de la vie et permettre aux Dunkerquoises et Dunkerquois de se sentir bien dans leur espace.

Au service des espaces verts, conformément au souhait de la majorité municipale, on s'attache à poursuivre l'effort d'embellissement de la ville par son fleurissement croissant et l'entretien de ses espaces verts. Un entretien qui s'effectue bien entendu au regard des exigences environnementales : le paillage des massifs limite l'arrosage et le désherbage, l'eau de pluie est récupérée, l'usage des désherbants et des fertilisants est réduit au profit de l'utilisation de copeaux de bois vert, la replantation des espaces verts s'effectue avec des espèces végétales adaptées aux conditions écologiques du littoral, les plantations mécanisées de bulbe dont la durée de vie approche les dix années (sans engrais ni arrosage) sont préférées, etc. Autant de moyens de continuer à fleurir la ville et à travailler à notre futur...

### Fermetures de classes

La baisse démographique est une réalité que tout responsable politique se doit de prendre en compte. La préparation de la rentrée 2009 n'a pas échappé à cette nécessité d'observer attentivement l'évolution de chaque école et de chaque quartier. Michel Delebarre, en tant que Maire mais aussi député, et son adjointe à l'Éducation Joëlle Crockey ont démarré très tôt la concertation avec les services académiques et se sont efforcés, arguments à l'appui, à défendre les situations les plus critiques, en particulier celles repérées à Rosendaël. Deux projets de fermeture étaient annoncés par l'Inspection. L'une a pu être évitée mais l'État est resté sourd aux multiples interventions municipales en faveur de la maternelle Alain Savary. Pourtant il est évident qu'avec seulement trois classes en septembre, l'école ne sera plus en mesure de répondre aux besoins scolaires du centre rosendaëlien. Les nombreuses inscriptions en cours d'année, la scolarisation avant 3 ans, les projets pédagogiques de l'école, tout cela sera sérieusement remis en cause si la fermeture est effective et ce sont encore les habitants qui paieront les frais des désengagements de l'État. C'est pourquoi la mobilisation de tous, aux côtés des parents d'élèves, s'avère essentielle dans les semaines qui viennent. Pour espérer que l'Inspection Académique revoie sa copie pour Savary, cent élèves devront être présents dans l'école le jeudi 3 septembre à 8h30, jour de la rentrée. Qu'on se le dise !

## ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

### La fête du travail !

À l'origine, le 1<sup>er</sup> mai est une journée de fête internationale des travailleurs. Les aspirations initiales de cette journée de grève pour la diminution du temps de travail résonnent fortement avec les désirs des écologistes : partager le travail, lui donner du sens, diminuer le temps qu'on lui consacre pour donner la part belle à ce que nous avons de plus précieux et terriblement fuyant : notre temps libre. Travailleurs du monde entier, retrouvons le plaisir de l'oisiveté, de la créativité, de la spontanéité du don, et de toutes les issues possibles des secteurs strictement marchands, productifs et ennuyants. Il est urgent de préparer la conviviale ère post-pétrole-réunions Tupperware© qui nous attend !

À l'heure où le capitalisme financier fait des ravages dans l'économie réelle, les élu(e)s vert(e)s de la ville de Dunkerque se déclarent solidaires des salariés précaires, des ouvriers sans outils, des artistes sans herbe, des migrants apatrides, des paysans sans terre. Et dans le même temps, nous condamnons fermement le système de valeurs qui placent le travail au plus haut rang. Aller travailler pour payer sa bagnole, prendre sa bagnole pour aller travailler. Travailler plus pour travailler plus pour... Échappons-nous, retrouvons-nous à pied dans la rue ce 1<sup>er</sup> mai.

Nous contacter : [www.verts-nord-littoral.ouvaton.org/](http://www.verts-nord-littoral.ouvaton.org/)  
27 rue du Maréchal French 59140 Dunkerque. Tél. 03 28 26 59 78.

## ÉLUS COMMUNISTES

### Le mouvement social et le 7 juin

Nous sommes à quatre semaines des élections européennes et c'est le silence le plus complet. Moins on en parle et mieux ça vaut semblent dire le gouvernement et le patronat qui craignent que les Français(es) prennent leur destin en main. Il est vrai que les différents référendums qui ont eu lieu en France, aux Pays-Bas et en Irlande leur donnent raison... d'avoir peur.

En revanche la quasi-totalité des médias multiplie les amalgames entre les sabotages de lignes du TGV, les séquestrations de patrons, le film « Welcome », l'action violente des groupes masqués à Strasbourg, les grèves dans les universités, le blocage des ports par les marins pêcheurs... Et de dénoncer « les enragés et les sans-culottes d'aujourd'hui ».

Jean-François Copé ne dénonçait-il pas voici quelques jours une ambiance de nuit du 4 août ?

Les Français seraient ainsi placés devant un seul choix : choisir la « radicalité », et ceux qui sont censés l'incarner, ou se résigner à l'ordre existant.

Cette manipulation a un objectif : évacuer tout contenu politique et faire en sorte que le mécontentement populaire s'exprime dans un vote protestataire et sans lendemain parce que sans perspective politique. A-t-on remarqué que le grand absent des médias est le Front de gauche et ses candidats ?

Pourquoi ? Parce que la question de la construction européenne res-

te entière. Ou bien ceux qui ont soutenu l'Europe libérale de la concurrence libre et non faussée sortiront confortés du scrutin, ou bien les forces qui veulent une Europe sociale, combattant la dictature des marchés, auront plus de poids.

La droite et bien d'autres à gauche, malheureusement, veulent faire l'impasse sur ce débat. Ils craignent la rencontre des universitaires, des hospitaliers, des enseignants, des artisans, des pêcheurs, des sidérurgistes... avec le scrutin du 7 juin.

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 -  
Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - [particom@free.fr](mailto:particom@free.fr).

## ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

Le mois de mai arrive avec la fête du travail qui prend tout son sens en cette époque où l'on retire le travail à de nombreux concitoyens et on ne peut en proposer aux jeunes qui arrivent au bout de leur parcours scolaire ou universitaire.

Le mois passera vite avec les nombreux week-ends prolongés. Il est temps de penser à ne pas bâcler les élections européennes du 7 juin prochain. Nous sommes bien placés sur le littoral, pour mesurer l'importance de l'Europe dans notre vie quotidienne. Les conséquences des mesures sont palpables sur l'activité de nos marins-pêcheurs.

Par ailleurs, l'action de notre Communauté, par l'action de Michel Delebarre, vers nos voisins de Flandre Occidentale Belge a abouti à la mise en place officielle à Bruges du GECT (Groupement Européen de Coopération Territoriale) avec son impact sur la santé, les transports, l'aménagement du territoire, le tourisme et le développement économique.

Montrons que l'Europe est une chance pour notre agglomération en participant massivement à ce scrutin, actuellement avec dérision par notre ministre de la Justice, numéro 2 sur la liste UMP de l'Île de France, l'excuse d'un auditoire de jeunes étant un facteur aggravant, l'Europe étant au centre de leur avenir.

## ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

### Politique de casse, politique de classe.

Les annonces se suivent et décrivent un système d'une totale indécence. Fermetures d'usines partout dans le pays à vitesse accélérée pour les uns, parachutes dorés, stock-options, retraites particulières, rémunérations folles de traders même si l'entreprise perd de l'argent pour les autres... Voilà le système dans lequel nous vivons et dont on nous a vanté les mérites depuis 25 ans ! Néolibéralisme et libre-échange, disparition des moyens de contrôle et de régulation des États, baisse des impôts et liberté totale de la circulation des capitaux, privatisations et démantèlement des services publics, pression constante sur les salaires, les retraites et les pensions des salariés, explosion des revenus et bouclier fiscal pour les plus riches,

« concurrence libre et non faussée » et précarité contre l'État providence et la protection sociale, délocalisation et licenciements contre paradis fiscaux... La liste est longue. Devant tant d'injustice et de cynisme, l'urgence sociale et économique peut se transformer en violence. La radicalisation de certains mouvements de protestation ne fait que répondre à la violence sociale et économique que subissent les salariés depuis des décennies.

Il faut mettre un terme à cette spirale infernale qui entraîne notre société dans des troubles difficiles. Les signes se multiplient et le succès de la mobilisation du 19 mars dernier en est un révélateur. Il est évident qu'aujourd'hui la première préoccupation des Français concerne la situation économique et sociale. Il est évident qu'ils réclament que des mesures de protection de notre économie, de nos emplois, de notre système de protection sociale soient prises. Il est évident que la question de la nationalisation de pans entiers de notre économie (financière et industrielle) est à l'ordre du jour. Il est évident que la question de la préférence communautaire ou européenne, c'est-à-dire d'un protectionnisme européen, devient chaque jour qui passe une réalité. Il s'agit là de mots qui font peur ? Mais la peur n'évite pas le danger et plus terrible sera la suite si on laisse filer les choses.

Pour contact : [clnicolet@wanadoo.fr](mailto:clnicolet@wanadoo.fr) - [www.claudenicolet.fr](http://www.claudenicolet.fr)

## ÉLUS LES ALTERNATIFS

### Les Européennes

La coordination des Alternatifs réunie le 28 mars a enregistré le résultat du vote des adhérents pour les élections européennes du 7 juin :

- La position C (en l'absence d'unité large, pas de participation des alternatifs aux élections européennes) a obtenu 55 % des suffrages.
- La position B (en l'absence d'unité large, alliance avec le NPA) a obtenu 41 % des suffrages.
- Et 4 % des militants se sont abstenus.

Pour rappel, le groupe de Dunkerque avait voté à 96 % pour la position C. Au premier tour, ce vote était de 76 % pour la position C et 24 % pour la position A.

### Université d'été

Après Angers en 2007 et Sainte-Croix (Drôme) en 2008, c'est Dunkerque qui a été choisie pour que s'y tienne l'Université d'été des Alternatifs en 2009.

C'est finalement les dates des 3, 4, 5 et 6 juillet qui ont été retenues pour cette rencontre nationale de notre mouvement, rencontre qui se déroulera à la patinoire.

Pour tous contacts : permanences les lundis de 10h30 à 12 h, les mercredis de 17 h à 19 h et les samedis de 10h30 à 12 h, au 25 rue de la Paix à Dunkerque.  
Il est possible aussi de nous contacter par mail : [l.alternatifs@laposte.fr](mailto:l.alternatifs@laposte.fr).

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

### ➔ Amiante: la mémoire courte

Les victimes de l'amiante ont repris leurs marches. Elles clament - à juste titre - qu'il n'est pas admissible de perdre sa vie au travail en voulant la gagner! Certes!

C'est vrai que l'on ne fera jamais assez en matière de prévention de risques et maladies professionnelles. Cette prévention a un coût mais, en définitive, l'indemnisation des victimes est aussi coûteuse pour la Nation... Pour l'amiante, les pouvoirs publics ont créé le FIVA (Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante).

En 2005-2006, le Sénat a décidé d'ouvrir une information sur « le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante ». Ce rapport met en évidence les carences de la part de l'État, des entreprises, mais aussi de la part d'organisations syndicales ouvrières.

Il faut savoir que l'usage de l'amiante en France a été réglementé par un « Comité permanent amiante » (CPA) regroupant ces institutions (à l'exception de FO) et qui constituait un lobby remarquablement efficace de l'usage contrôlé de ce matériau. On ne peut dès lors que s'étonner de constater aujourd'hui que certaines de ces organisations syndicales défilent à côté des victimes. Entendue en qualité d'ancienne ministre du Travail, Martine Aubry était particulièrement surprise d'être la seule à devoir s'expliquer en cette qualité. Elle pensait sans doute à son prédécesseur dans la fonction, Michel Delebarre, ministre du Travail et de l'Emploi pendant trois ans, et, à ce titre, responsable des services de l'inspection et de la médecine du travail. Les victimes de l'amiante réclament un procès pénal pour désigner les responsables de cette catastrophe sanitaire.

Mais la plupart des procédures pénales engagées n'ont pas abouti car une loi « Fauchon » - votée le 10 juillet 2000, sous le gouvernement de Lionel Jospin - interdit de poursuivre les délits non intentionnels. Michel Delebarre, député, a voté cette loi. Il est donc surprenant qu'il ose aujourd'hui en demander l'abrogation.

Il est vrai que les électeurs ont la mémoire courte...

### Inauguration de l'EHPAD

Sur le carton d'invitation figure le mot « inauguration ». Mais, en réalité, il s'agit de la transformation d'une maison de retraite ouverte en 1971, en EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). Rappelons à ce sujet que, depuis 1989, seules quelques places pour personnes âgées ont été créées à Dunkerque... La famille socialiste du Département était là au grand complet, à cette pseudo-inauguration. Dans son discours, le président du Conseil général n'a pu s'empêcher de dérapier, comme à son habitude. Il a fustigé le plan Balladur, s'inquiétant du devenir des départements. Faut-il rappeler que dans la commission Balladur figure un ancien Premier ministre lillois? À suivre...

Quant au premier magistrat de Dunkerque, son discours portait sur le thème de « je vieilliss, tu vieilliss, nous vieillirons ensemble ». Et, à la fin, lui aussi, comme d'habitude, s'est moqué du président de la République. Toutes les occasions sont bonnes pour notre « rieur » local.

### Bientôt l'été

L'été pointe son nez. Les touristes vont arriver pour la plupart par l'avenue qui mène à la mer et qui s'appelle précisément « avenue de la Mer ». La mer, véritable fonds de commerce de Dunkerque aux beaux jours... Seulement voilà, notre avenue est vieillissante: des trous dans la chaussée taquinent nos amortisseurs et les touristes se

croient revenus sur l'A25 avant sa rénovation... En prime, si l'environnement leur prend de vouloir stationner leur véhicule et de faire « un bout de chemin » à pied, ce sont les trottoirs et la qualité du revêtement qui vont les surprendre. Ça n'est que trous, bosses et revêtements disparates.

L'avenue dans son ensemble est laissée à l'abandon.

Peut-on connaître le programme de rénovation de cette grande artère? Nous le réclamons depuis si longtemps.

### Des caméras de surveillance

Dans notre programme, nous avons noté la nécessité d'implanter des caméras de surveillance dans certains endroits de la ville.

La municipalité a évoqué, dans la presse, l'implantation de tels équipements dans certains quartiers...

Nous nous réjouissons de cette proposition et soutiendrons, bien entendu, le projet.

*Ensemble pour Dunkerque : J. Gabant, D. Thienpoent, L. Wattre, P. Le Bœuf  
12, place du Palais de Justice - 59140 Dunkerque - Tél 06 08 61 85 23.*

## ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

### ➔ L'Europe à Dunkerque.

Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. Par exemple, prenez M. Delebarre. Pendant la campagne municipale, il était contre le tramway, proposé par le MoDem, en disant que c'était stupide et cher. Aujourd'hui, il est pour, il le dit dans la presse. Ce n'est plus ni stupide ni cher. M. Delebarre est en plein progrès, il ne faut désespérer de rien. Pourquoi proposons-nous le tramway? C'est un transport propre, rapide, agréable, populaire, qui embellit la ville. C'est surtout un lien d'agglomération. L'objectif est de faire une grande ville, une vraie ville, de Gravelines à Bray-Dunes. Le tram est le moyen, aussi, de nous relier au Calais et à la Belgique. Nous ne pouvons plus nous payer le luxe d'une lutte de clochers, qui oppose Dunkerque à Grande-Synthe ou Coudekerque, et le Dunkerquois au Calais, les Français aux Belges. Nous sommes sur le même littoral européen et il n'y a plus d'avenir pour un village gaulois perdu au fond du Westhoek. Les chambres de commerce montrent la voie: elles se sont rassemblées. L'emploi viendra si nous nous hissons à la hauteur du XXI<sup>e</sup> siècle, si, au lieu d'être divisés, nous nous unissons à nos voisins. Aujourd'hui vient le temps de l'unité des ports, français et belges, pour faire face à la concurrence mondiale. L'Université du Littoral, si on lui en donne les moyens, peut devenir une grande université européenne des Mers du Nord, au moins franco-belge. Il nous faut de l'ambition, de l'audace, des visions. Sinon, les jeunes continueront à partir. Divisés, nous sommes petits, nous ne sommes rien. Unis, nous sommes à la hauteur de l'enjeu, nous sommes européens. Voilà pourquoi, l'Europe doit être au cœur de Dunkerque, comme Dunkerque doit être au cœur de l'Europe. Car Dunkerque a toujours été d'abord européenne. Notre amie dunkerquoise Martine Beuraert est présente sur la liste du MoDem conduite par Corinne Lepage et Olivier Henno pour les élections européennes. Aux européennes, Votez! Pour l'avenir de Dunkerque!

*Édith Varet, Pierre Yana, conseillers municipaux MoDem.  
33 rue des Sœurs Blanches, Dunkerque, 06 10 26 26 05.*

## ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

### ➔ P. David: un délégué communal en action

#### Spoliés depuis 1997

Petite-Synthe, rue des Violettes: 75 propriétaires disposent d'un droit de passage pour accéder à leur garage. La CUD, ayant besoin de ce chemin privé pour rejoindre le Pont Loby, se l'accapare sans tenir compte des demandes des propriétaires.

#### Parmi les réactions

« La CUD s'est foutue de nous au plus haut degré. Non seulement elle nous a grignoté un morceau de terrain sans compensation, mais en plus on paye des impôts et n'avons pas droit aux poubelles. »

#### P. David intervient

Délégué communal du Défi Dunkerquois, P. David soulève ce problème en commission et s'empare du dossier. 57 propriétaires soutiennent sa démarche en signant la pétition.

#### Quelle solution?

La collectivité a volé une partie du terrain. En compensation de cette expropriation de fait: demande a été faite à la CUD d'assurer l'entretien de l'allée des 107 garages.

*Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque -  
http://defidunkerquois@gmail.com.*

## ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

### ➔ Une riposte globale est nécessaire

Dans la région dunkerquoise, comme partout ailleurs, la vie devient de plus en plus difficile à cause du chômage partiel - non compensé intégralement - imposé par la direction d'Arcelor-Mittal aux salariés des sites de Dunkerque et de Mardyck et du refus de leur accorder une augmentation de salaire.

Les manifestations des victimes de l'amiante ont aussi repris pour exiger la tenue d'un procès des patrons responsables de cet empoisonnement, car le gouvernement avait fait des promesses qu'il ne tient pas.

Et puis, ce sont les artisans marins pêcheurs qui protestent parce qu'ils veulent vivre en travaillant, alors qu'ils sont étranglés par les grandes surfaces et les quotas de pêche.

Tout cela montre que le régime capitaliste est nocif pour tous les travailleurs et qu'il va falloir une lutte pour l'amélioration du niveau de vie, comme celle qui a eu lieu aux Antilles.

Ce n'est pas aux travailleurs, chômeurs, retraités de faire les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Si on contrôlait les comptes des capitalistes, on s'apercevrait qu'il y a suffisamment d'argent pour assurer des emplois, des salaires et des retraites décents.

*Pour contacter Jacques Volant: 06 13 56 19 78.*

## Permanences des adjoints

sur rendez-vous

### ◆ Hôtel de ville

- Alain Vanwaefelghem (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- Gracienne Damman (Relations internationales) : 03 28 26 26 03.
- François Liber (Santé, prévention) : 03 28 26 26 05.
- Joëlle Crockey (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- Marianne Nouveau (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 46.
- Vincent Leignel (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- Marie-Noëlle Loger (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- Patrice Vergriete (Sports) : 03 28 26 25 19.
- Zoë Carré (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- Claude Nicolet (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- Anne-Marie Dubreucq (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- Daniel Lemang (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

### ◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- Marcel Lefèvre (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- Wulfran Despicht (Logement, habitat, hygiène et salubrité, soutien aux associations à caractère social et humanitaire).
- Salim Draï (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- Marie Fabre (Insertion).
- Philippe Waghemacker (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- Jeanne Becquet (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- Claudine Ducellier (Déplacements urbains).
- Jo Dairin (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- Karima Mahroug (Cultures urbaines).
- Bernard Dormaël (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- Louardi Boughedada (Politique de la ville et rénovation urbaine).

### ◆ CCAS

- Fabrice Baert (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.